

Suez, 1956 : un succès militaire en trompe l'œil

Philippe Vial

DANS **REVUE DÉFENSE NATIONALE** 2016/9 N° 794 , PAGES 51 À 56

ÉDITIONS **COMITÉ D'ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE**

ISSN 2105-7508

ISBN 9782919639595

DOI 10.3917/rdna.794.0051

Date de mise en ligne : 17/02/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2016-9-page-51?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Comité d'études de Défense Nationale.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Suez, 1956 : un succès militaire en trompe l'œil

Philippe Vial

Professeur agrégé et docteur en histoire, chef de la division recherche, études et enseignement, département histoire et symbolique, Service historique de la Défense.

L'intervention menée à l'automne 1956 par la France et le Royaume-Uni contre l'Égypte, avec l'aide d'Israël, passe pour un succès militaire gâché. Provoquée par la nationalisation surprise du canal de Suez, jusque-là propriété franco-britannique, cette intervention est interrompue au bout de quelques jours sous la pression internationale, en dépit de son succès. Le contraste apparaît saisissant entre l'échec politique et la performance opérationnelle, jugée exemplaire. La réalité est pourtant plus complexe...

Quand la crise éclate, le 26 juillet 1956, il n'est pas question de négocier pour Paris et Londres. Vingt ans après la Rhénanie, face à ce qui apparaît comme une violation délibérée du droit international, il paraît essentiel de ne pas reculer... Seule une réaction de force semble appropriée, qui doit permettre de se débarrasser de Nasser. Mais si le consensus est total sur ce point, ni la France, ni le Royaume-Uni ne disposent d'une force d'intervention rapide pour agir sur le champ.

Paris ne peut rassembler qu'une flotte de circonstance, sans moyens amphibies, ni porte-avions modernes ou train d'escadre. Si Londres concède ces capacités et peut déployer une brigade de *Royal Marines*, celle-ci n'est pas de taille à se mesurer à la puissante armée égyptienne, que des livraisons de matériels venus d'Europe de l'Est ont récemment renforcée. Washington ayant catégoriquement refusé le concours de la VI^e Flotte et de ses *marines*, les deux capitales européennes sont obligées d'accepter l'ouverture de négociations diplomatiques sur le sort du canal, le temps de mettre sur pied un corps expéditionnaire.

Faute d'outil militaire approprié, les gouvernements français et britannique sont donc initialement réduits à l'impuissance. Pire, ils sont conduits à la surenchère : puisque l'intervention ne pourra avoir lieu que plus tard, l'ennemi aura eu le temps de renforcer ses défenses. Il faut donc augmenter d'autant les moyens prévus, *a fortiori* pour disposer d'une véritable marge de supériorité. Ce n'est pas avant plusieurs semaines qu'une opération peut être envisagée, à l'horizon de la mi-septembre.

Cette intervention va être conçue à partir des travaux de planification menés en amont par les Britanniques. Depuis l'automne 1955, ils ont en effet préparé avec

les Américains divers scénarios d'intervention en cas de nouvel affrontement israélo-égyptien. Par ailleurs, compte tenu de la dégradation de ses relations avec Le Caire, Londres dispose d'une première planification nationale pour une guerre limitée contre l'Égypte, qui vient d'être réalisée par le *Joint Planning Staff*. Créée dès 1936, rodée par les années de guerre, cette structure permanente rassemble plusieurs équipes interarmées de *planners*, sous l'autorité du *Chiefs of Staff Committee*. Lorsque la crise éclate, les Britanniques possèdent les moyens nécessaires pour embrayer immédiatement. Début août, ils sont ainsi capables de produire un premier plan d'opérations adapté, l'*outline plan*.

Pourtant, en dépit de demandes réitérées, Paris n'en obtiendra jamais communication. Sans doute, pour une part, parce que la circulation de l'information n'est pas suffisamment sécurisée dans le camp français, un obstacle majeur à un travail en coalition, qui demeurera chronique durant toute la crise. Sur tout, à la différence de leurs partenaires les Français n'ont pas l'acquis d'un travail préalable en la matière. Il n'existe pas, à Paris, de structure interarmées équivalente au *Joint Planning Staff*. Traditionnellement chargés d'élaborer les plans d'opérations, les 3^e bureaux des états-majors de chaque armée travaillent séparément, sous la houlette de celui de l'état-major interarmées créé en 1944 seulement et dont le nom comme les attributions n'ont cessé de varier. Quand les Britanniques opèrent depuis vingt ans de manière intégrée, les Français peinent à coordonner leurs efforts.

Début août, ces derniers sont donc simplement conviés à participer aux travaux de planification menés par leurs homologues. Pire, les Français éprouvent initialement des difficultés à fournir les officiers nécessaires... Ce n'est qu'à partir du 9 août qu'ils peuvent être totalement associés au travail des *planners* britanniques, soit deux semaines après le déclenchement de la crise ! Un constat pour le moins paradoxal à l'heure où Paris ne cesse de presser Londres d'agir... Dans ces conditions, faut-il s'étonner que les chefs d'état-major britanniques ne donnent pas suite à la demande de leurs homologues français que les *planners* alliés viennent à Paris leur présenter le plan en préparation ?

Avalisé à la mi-août, celui-ci vise à une véritable conquête de l'Égypte après avoir débarqué à Alexandrie et pris Le Caire, le canal tombant comme un fruit mûr à l'issue : c'est l'opération 700 ou *Mousquetaire*. Son ampleur, sa lourdeur, les risques d'enlèvement importants qu'elle comporte, conduisent début septembre les Britanniques à se concentrer initialement sur la prise du canal, la conquête de l'Égypte n'intervenant que dans un second temps. L'opération 700 *bis*, ou *Mousquetaire révisé*, prévoit désormais un débarquement à Port-Saïd et Port-Fouad, précédé d'une offensive aérienne d'une dizaine de jours.

Même si ce recentrage répond aux attentes de la majorité des responsables français, ceux-ci sont encore une fois placés devant le fait accompli. Et la proposition britannique n'est pas sérieusement critiquée, alors même que la longueur de l'offensive aérienne initiale apparaît immédiatement problématique. Aux yeux de

la majorité des responsables français, l'essentiel n'est pas dans le détail des plans, mais dans la décision de les mettre en œuvre, qui permet d'agir. À ce moment-là, nécessité fera loi, et la *furia francese*, alliée au système « D », pourvoira au reste.

Ce suivisme français trouve également son origine dans les carences du système politico-militaire, un autre domaine où s'affirme la suprématie britannique. Dès la fin juillet, les bases d'un dialogue institutionnel se sont naturellement mises en place à Londres, en particulier avec la création d'une structure *ad hoc* de gestion de crise, l'*Egypt Committee*. Il réunit les principaux membres du Cabinet intéressés et, en tant que de besoin, les autorités militaires concernées, qui peuvent également participer aux réunions du Cabinet. Les relations auront beau se tendre au fil des semaines entre faucons et colombes, conduisant à de graves dysfonctionnements dans le système politico-militaire britannique, son organisation supérieure permet aux Britanniques de prendre la main durant les premières semaines.

Il n'existe en effet aucune structure équivalente à l'*Egypt Committee* à Paris, alors même que, pendant toute la crise, le Comité de défense nationale n'est jamais convoqué. Le souci de se prémunir contre les fuites, celui également d'éviter que ne se manifestent les divisions de l'équipe gouvernementale, sont à l'origine de cette décision stupéfiante. Il n'y a ainsi aucune structure permanente pour gérer la crise. En dehors du conseil des ministres où, à la différence de ce qui se passe outre-Manche, les autorités militaires ne peuvent être conviées, seules des réunions ponctuelles sont organisées, qui n'associent jamais l'ensemble des responsables gouvernementaux et militaires concernés. Et ce n'est pas avant la mi-octobre que le chef d'état-major des forces armées pourra rencontrer le président du conseil – une entrevue qui restera d'ailleurs isolée jusqu'au début des opérations.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les Britanniques aient si facilement pu imposer leurs vues ? L'équipe France joue en ordre dispersé, alors que les enjeux comme les moyens engagés sont énormes. Plus de 150 navires de guerre sont mobilisés par les coalisés, une centaine de bâtiments réquisitionnés pour le soutien ; 80 000 hommes sont prévus pour les forces terrestres, appuyés par plus de 500 avions de combat, sans parler des avions de transport et des hélicoptères... Il s'agit de la plus grande opération militaire déclenchée dans la zone depuis 1945, qui restera sans équivalent jusqu'à la guerre du Golfe.

Face à une armée égyptienne considérée comme la plus puissante de la région, avec 300 000 hommes et près de 300 avions de combat modernes, les alliés n'entendent en effet prendre aucun risque. Mais ils sont aussi mentalement prisonniers du schéma des grandes opérations combinées qui ont permis de reconquérir le « vieux continent » à partir de 1943. En dépit d'esprits critiques dans leurs rangs, les Français laissent leurs partenaires leur imposer leur manière de voir. Mais sont-ils en situation de la contester ? À l'exception de la Provence, les Français n'ont pratiquement pas participé aux débarquements de la seconde moitié de la guerre.

Surtout, Paris a choisi dès la fin juillet de concéder le *leadership* opérationnel aux Britanniques. Ce choix vaut aux commandants de force et au commandant en chef français d'être cantonnés au rôle d'adjoint de leurs homologues britanniques. Une position en sous-ordre, qui n'est pas compensée par l'existence d'une structure interalliée sur le modèle du *Combined Chiefs of Staff* anglo-américain de la Seconde Guerre mondiale. Durant toute la crise, les rencontres entre chefs d'état-major des deux pays restent partielles et exceptionnelles. Et, à chaque fois, ce sont les Français qui traversent la Manche...

Une répartition des rôles qui renvoie au rapport de forces général. Dans l'ensemble, les armées de Sa Majesté surclassent encore celles de la République, en premier lieu sur le plan des moyens : plus de 60 % des forces terrestres prévues à l'automne 1956, les deux tiers des navires de guerre, 75 % des appareils de combat sont britanniques. Là encore, les conséquences de la Seconde Guerre mondiale perdurent... Les militaires français vont certes tenir honorablement leur rang durant les opérations et même se distinguer à l'occasion : rodés par des années d'engagement en Indochine, les parachutistes l'emportent sur leurs camarades britanniques. Et la base aéroportée française montée de toutes pièces à Chypre suscite leur admiration.

Mais, en bien d'autres domaines, le bilan est nettement moins satisfaisant. Ainsi, en dépit des performances des pilotes français, l'essentiel des pertes infligées à l'aviation du Raïs l'est à près de 90 % par les appareils de la *Royal Air Force* et, plus encore, de la *Fleet Air Arm*. Malgré le réarmement massif opéré au début des années 1950, le plus important du XX^e siècle, la France ne dispose encore ni de bombardiers stratégiques, ni de porte-avions ou de train d'escadre modernes. La dépendance est totale à l'égard des Britanniques, qui dominent également en matière de systèmes d'information et de commandement, mais aussi de renseignement.

Il est vrai que le Moyen-Orient est encore à l'époque une zone où l'influence de Londres reste dominante. En témoignent de nombreuses bases, en particulier celles de Chypre, qui confèrent aux Britanniques un avantage incontestable dans le cadre d'une intervention militaire. Les sujets de Sa Majesté jouent à domicile, quand les Français ne sont que des invités... Surtout, l'essentiel est ailleurs pour Paris, avec ce conflit algérien où les indépendantistes bénéficient du soutien actif de Nasser. Dans ces conditions, renverser son régime est identifié comme un objectif stratégique essentiel, qui vaut bien qu'on laisse la main à Londres. Les exigences opérationnelles sont ainsi sacrifiées aux nécessités politiques, sans que l'on mesure bien côté français – à de rares exceptions près – les conséquences potentiellement désastreuses de ce choix.

Lorsque, début septembre, se cristallisent les premiers doutes quant à la résolution britannique, les autorités françaises sont ainsi enfermées dans une coopération du faible au fort qui ne leur laisse pas les moyens de redresser la situation dans le cadre interallié. Elles choisissent alors la fuite en avant en donnant suite aux offres de coopération faites, depuis la fin juillet, par le gouvernement

israélien. L'affaiblissement continu de l'engagement britannique, miné par une opposition intérieure croissante à toute intervention militaire, nourrit cette dynamique. Début octobre est ainsi mis sur pied – à l'insu de Londres – le plan 750. Il prévoit un soutien aérien et maritime à l'offensive préventive que l'État hébreu entend lancer contre l'Égypte.

Soucieux de ne pas se laisser déborder par son partenaire français, le gouvernement britannique va finir par accepter du bout des lèvres cette collusion avec Israël. Présentée en dehors de tous les circuits habituels à la mi-octobre, elle est entérinée par les célèbres Accords de Sèvres, quinze jours plus tard. Mais on est loin d'une solution miracle... Ce nouveau volet de l'intervention prévue contre l'Égypte n'est en effet que complémentaire. En outre, il est greffé de manière artificielle à une planification franco-britannique qui demeure en l'état et dont le déroulement reste sous le contrôle étroit de Londres.

De ce fait, le lancement des opérations, fin octobre, est une victoire à la Pyrrhus. Quand l'effondrement rapide des forces égyptiennes exigerait une accélération brutale du *tempo* des opérations, le blocage est immédiat. Lors des journées cruciales des 3-4 novembre, Londres refuse de brusquer l'assaut, alors que l'aggravation de la réprobation internationale menace clairement la poursuite des opérations. Mais au regard des moyens disponibles et des choix initialement posés, tant sur le plan politique que sur celui de la planification opérationnelle, les Français se révèlent incapables de faire cavalier seul. Ni la possibilité d'une opération aéroportée le long du canal, en lien avec les Israéliens, ni l'option d'un débarquement anticipé des seules forces françaises ne résistent à la réalité du rapport de force cristallisé depuis juillet.

L'assaut aéroporté du 5 novembre apporte un faux répit : le lendemain matin, alors que le débarquement commence, le Premier ministre britannique annonce à son homologue français qu'il interrompt la partie. Guy Mollet obtiendra seulement un sursis jusqu'à minuit... Et il sera impossible aux Français de pousser le plus au sud possible dans la nuit du 6 au 7, compte tenu des dispositions acceptées lors de la planification initiale : ce sont les Britanniques qui contrôlent les débouchés au sud de Port-Saïd et Port-Fouad.

Au moment critique, Paris a été rattrapé par ses choix initiaux, celui d'avoir abandonné le *leadership* opérationnel à Londres, celui de s'être lancé dans l'aventure sans avoir ses moyens. Moyens matériels en premier lieu : l'absence de bombardiers à long rayon d'action et de porte-avions modernes interdit toute véritable autonomie stratégique au moment crucial. Mais aussi capacité à travailler en coalition : les Britanniques ont une expérience en la matière, qui fait cruellement défaut aux Français. Si ces derniers maîtrisent les niveaux tactiques et opératifs, il n'en va pas de même au-delà. En la matière, le passif du dernier conflit mondial demeure.

Ainsi, loin d'être une simple défaite politique, la crise de Suez est également, au-delà des apparences, un échec sur le plan militaire. La mécanique impeccable des

convois maritimes ou de l'assaut aéroporté, la réussite du débarquement, la prestation brillante des *F-84* de l'Armée de l'air ou des *Corsair* de l'aéronavale, ne peuvent faire oublier le fond. Le manque de clairvoyance de la majorité des décideurs français, civils et militaires, combiné aux carences des forces françaises en matière d'équipements stratégiques, les a enfermées dans une relation de dépendance à l'égard de leurs partenaires britanniques. Au moment où la résolution de Londres a vacillé, Paris s'est retrouvé dans l'incapacité de reprendre son autonomie stratégique, en dépit du renfort israélien.

L'échec français à Suez n'est pas d'abord le fait des autres. Il s'enracine pour une large part dans les insuffisances nationales, en particulier sur le plan des pratiques professionnelles. Certes, les Français étaient animés de ce *fighting spirit* qui, cette fois, manqua à la partie britannique, minée par les divisions croissantes entre partisans et adversaires de l'intervention. Mais le volontarisme français, cette capacité réelle à improviser brillamment dans l'urgence quand la situation semble bloquée et que les moyens font défaut, ne pouvait suffire. En particulier face à des partenaires britanniques expérimentés et soucieux de garder la main. Si le succès militaire fut en apparence au rendez-vous, il resta structurellement obéré par l'ensemble de ces limites, dont les responsables de l'époque furent trop peu conscients pour pouvoir les dépasser.